

Nations Unies  
**ASSEMBLEE  
GENERALE**

NEUVIEME SESSION  
Documents officiels



**SIXIEME COMMISSION, 427<sup>e</sup>**

SEANCE

**Mercredi 24 novembre 1954,  
à 15 h. 20**

**New-York**

**SOMMAIRE**

	Pages
Point 50 de l'ordre du jour:	
Juridiction criminelle internationale: rapport du Comité de 1953 pour une juridiction internationale ( <i>suite</i> ) ..	153
Organisation des travaux de la Commission et ordre de priorité des points de l'ordre du jour .....	155

**Président: M. Francisco V. GARCIA AMADOR**  
(Cuba).

**POINT 50 DE L'ORDRE DU JOUR**

**Juridiction criminelle internationale: rapport du  
Comité de 1953 pour une juridiction crimi-  
nelle internationale (A/2645) [*suite*]**

**DISCUSSION GÉNÉRALE (*suite*)**

1. M. STEIN (Canada) dit que son gouvernement est partisan de la création d'une juridiction criminelle internationale chargée de juger certains crimes du droit des gens que commettraient des personnes physiques. Il rappelle une déclaration qu'il a faite à propos de la définition de l'agression (413<sup>ème</sup> séance): le plus important des crimes qu'une juridiction de cette nature serait appelée à juger serait vraisemblablement le crime d'agression, quelle que soit la définition que l'on puisse éventuellement donner de cette notion, qu'on la limite ou non à l'usage de la force armée. Le Gouvernement canadien n'a pas cessé de considérer que toute définition de l'agression devait préserver les pouvoirs que la Charte des Nations Unies a conférés au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale aux fins de déterminer si un acte donné constitue ou non un acte d'agression. Aussi bien la question se pose-t-elle d'harmoniser la compétence et les fonctions d'une cour criminelle internationale avec celles que le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale détiennent en vertu de la Charte des Nations Unies.

2. M. Stein estime qu'en raison du lien qui existe entre la question de la définition de l'agression et celle de la création d'une cour criminelle internationale, la Commission ne devrait poursuivre l'examen de cette dernière question qu'après avoir pris une décision au sujet de la première.

3. D'autre part, la Commission vient de recommander à l'Assemblée générale de différer l'examen de la question du projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité (A/2807, projet de résolution II). Or, pareil code constituerait certainement le principal texte sur lequel s'appuierait la cour criminelle internationale. Il est même concevable que l'on veuille, au début tout au moins, restreindre la compétence de la cour à l'interprétation et à l'application du code en question, et peut-être d'une ou plusieurs conventions, telles que la Convention pour la prévention et la répres-

sion du crime de génocide. Cette observation constitue la deuxième raison pour laquelle la délégation canadienne estime qu'il y a lieu de différer l'examen de la question.

4. La troisième raison qui milite en faveur du renvoi à une date ultérieure est que la question des sanctions n'a pas été réglée et que cette question est intimement liée à celle du code. On ne saurait en effet déterminer les sanctions indépendamment de la responsabilité des individus et de la nature et de la gravité de leurs crimes.

5. Les travaux de la Commission du droit international et des deux comités spéciaux que l'Assemblée générale a créés en vue d'étudier la question de la juridiction criminelle internationale seront des plus utiles lorsque l'Assemblée reprendra l'examen de cette question. Pour le moment, toutefois, la délégation canadienne est disposée à voter pour toute proposition tendant à différer l'examen de la question jusqu'à ce que l'Assemblée générale ait pris une décision au sujet des questions connexes de la définition de l'agression et du code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité.

6. M. COLLIARD (France) déclare que la délégation française demeure fidèle à l'attitude bien connue du Gouvernement français à l'égard de la création d'une juridiction criminelle internationale. Dans l'ensemble, le rapport du Comité de 1953 (A/2645) et le texte révisé du projet de statut qui est annexé à ce rapport lui paraissent satisfaisants. Certes, si la Commission procédait actuellement à l'étude détaillée de la question, M. Colliard aurait quelques critiques à formuler, notamment au sujet de l'article 2, relatif au droit appliqué par la cour, des articles 47 et 53, relatifs aux opinions dissidentes et au comité des grâces, respectivement, de l'article 29, relatif au filtrage politique des affaires soumises à la cour, ainsi qu'aux paragraphes 107 et suivants du rapport, qui concernent cet article.

7. M. Colliard constate que des progrès satisfaisants ont été accomplis sur le plan de la mise en œuvre. Il note que la majorité des membres ont estimé que si l'on devait créer une cour criminelle internationale, la méthode la meilleure et la plus facile à mettre en œuvre serait celle de la création de la cour par voie conventionnelle (A/2645, par. 43 et 35).

8. La disposition de l'article premier du texte révisé du projet de statut pour une cour criminelle internationale, selon laquelle la cour internationale serait instituée "en vue de juger les personnes physiques accusées de crimes de droit international généralement reconnus", soulève deux principes d'une importance fondamentale: premièrement, il existe des criminels internationaux, et ces criminels sont des personnes physiques; deuxièmement, il existe certains crimes de droit international généralement reconnus.

9. Le problème de l'individu et de sa place dans le droit international constitue l'un des thèmes les plus débattus du droit international public. Il s'agit de déterminer dans quelle mesure l'individu est sujet de droit international. M. Colliard note que l'individu est parfois l'objet de la sollicitude du droit international; c'est le cas des conventions de Genève, de l'OIT ou de l'OMS. C'est toujours l'individu, c'est-à-dire la personne physique, qui bénéficie des dispositions des divers textes du droit international positif. Mais l'individu apparaît encore davantage dans le droit international pénal, et la question que l'on doit résoudre au sujet de la juridiction criminelle internationale est précisément celle qui concerne la place de l'individu dans le droit international pénal. En fait, il ne devrait subsister aucun doute à ce sujet. En effet, il est logique, en dernière analyse, que les personnes physiques soient responsables du point de vue pénal. On ne peut guère concevoir la responsabilité pénale de personnes morales; lorsqu'il est fait allusion à la responsabilité de l'Etat, il est évident qu'il s'agit de la responsabilité civile de l'Etat. A ce sujet, il semble qu'on puisse transposer les solutions du droit pénal interne au droit pénal international. M. Colliard rappelle avoir déclaré à la 422<sup>ème</sup> séance qu'à son avis les principes de Nuremberg faisaient partie du droit international positif. Si ces principes ont suscité certaines controverses, il est par contre certains textes du droit positif qui n'en suscitent pas. Telle est par exemple la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, dont l'article IV affirme la responsabilité pénale des personnes physiques, qu'elles appartiennent à la catégorie des gouvernants, à celle des fonctionnaires ou, enfin, à celle des particuliers.

10. Ainsi, le principe selon lequel les criminels de droit international ne peuvent être que des personnes physiques est un principe fondamental, qui ne doit plus soulever de difficultés. Il est donc évident que les justiciables d'une juridiction criminelle internationale seraient des individus.

11. En ce qui concerne les crimes, M. Colliard fait observer que la formule "crimes de droit international généralement reconnus" est très large et englobe un très grand nombre de crimes, y compris notamment les crimes de piraterie.

12. Ainsi, la délégation française estime que, sur le terrain des principes, la question de la création d'une juridiction criminelle internationale ne soulève pas d'inconvénients sérieux. Les quelques difficultés qui peuvent se présenter au sujet des crimes les plus graves paraissent être aisément surmontables. C'est donc sur un autre plan qu'il convient maintenant d'envisager le problème.

13. La question qui se pose en fait au stade actuel est celle de savoir s'il est possible de créer dès maintenant une cour criminelle internationale. M. Colliard rappelle à ce sujet que certains orateurs, et notamment le représentant du Venezuela (422<sup>ème</sup> séance), ont fait valoir que la juridiction criminelle internationale devrait fonctionner en étroite relation avec le code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité et qu'il fallait, en conséquence, mener de front les travaux relatifs à ces deux questions. Il rappelle aussi que le représentant du Canada a, de son côté, souligné la place importante qu'occuperaient les crimes d'agression. Il rappelle enfin que le représentant du Royaume-Uni a insisté (426<sup>ème</sup> séance) sur la nécessité de

réaliser la collaboration internationale afin de ne pas simplement créer une cour "sur le papier". M. Colliard estime lui aussi qu'il est indispensable de tenir compte de "l'impératif" de la collaboration internationale.

14. Pour conclure, M. Colliard déclare que la délégation française demeure en faveur de la création d'une cour criminelle internationale et que son idéalisme n'est tempéré que par le sens des réalités et par le sentiment que ce n'est qu'avec de la patience que l'on peut produire des œuvres durables.

15. M. SAPOJNIKOV (République socialiste soviétique d'Ukraine) rappelle qu'à la septième session de l'Assemblée générale, au cours de la discussion sur le rapport du Comité pour une juridiction criminelle internationale (A/2136), la délégation de la RSS d'Ukraine s'était élevée contre la création d'une prétendue cour criminelle internationale permanente, qu'elle jugeait contraire au principe de la non-intervention dans les affaires intérieures des Etats et incompatible avec la souveraineté des Etats.

16. Le représentant de la RSS d'Ukraine reconnaît que le texte proposé par le Comité de 1953 (A/2645, annexe) apporte au projet élaboré par le Comité de Genève (A/2136, annexe I) — auquel il est pourtant très semblable — certaines modifications dont l'effet est de diminuer l'importance du rôle primitivement reconnu à l'Organisation des Nations Unies. Ainsi, l'article 28 ancien a été supprimé, on ne lit plus à l'article 53 que la chambre d'instruction et de renvoi est instituée "dans le cadre des Nations Unies", et l'article 52 (devenu l'article 51) ne vise plus l'intervention du Secrétaire général en ce qui concerne l'exécution des condamnations.

17. Toutefois, on a fait figurer dans le nouveau projet des variantes dont certaines dispositions prévoient la participation des Etats Membres des Nations Unies à l'élection des membres de la cour (art. 7, 8, 9, 11 et 53), et dont l'une d'entre elles dispose qu'un organe des Nations Unies "peut empêcher une affaire de venir devant la cour ou de rester soumise à son examen" (art. 29). L'Organisation se voit attribuer par le Comité de 1953 des fonctions d'ordre judiciaire qui excèdent sa compétence, et le texte révisé prête à critique sur ce point, tout comme le premier projet.

18. Mais, à supposer même que la Cour criminelle internationale que l'on se propose d'établir n'ait aucun lien avec l'Organisation des Nations Unies, elle n'en serait pas moins atteinte d'un vice fondamental. Elle suppose en effet que les Etats renoncent à leur droit souverain d'exercer la juridiction pénale en ce qui concerne les actes commis sur leur territoire. Faute de reconnaître ce droit, qui est une conséquence directe de la souveraineté de l'Etat, le projet de statut constitue un instrument d'intervention dans les affaires intérieures des Etats et, pour cette raison, viole l'Article 2, par. 7, de la Charte. C'est ce que lui ont reproché certains membres du Comité, selon lesquels une juridiction pénale internationale serait incompatible avec la structure actuelle de l'Organisation des Nations Unies et mettrait en péril la collaboration internationale (A/2645, par. 17).

19. M. Sapojnikov fait observer que si le projet de statut révisé est contraire à la Charte en ce qu'il ne respecte pas le principe de la souveraineté des Etats, il est également contraire au droit international positif, et plus précisément aux principes de Nuremberg tels

qu'ils ont été énoncés dans la Déclaration de Moscou (1943), dans l'Accord de Londres (1945), et tels qu'ils ont été consacrés par la résolution 95 (I) de l'Assemblée générale. Or, la Déclaration de Moscou dispose que les individus qui se seront rendus coupables d'atrocités seront envoyés dans les pays où ils auront perpétré leurs forfaits pour y être jugés conformément aux lois de ces pays. Les articles premier, 4 et 6 de l'Accord de Londres confirment ce principe. Il s'ensuit que les Etats parties au statut du Tribunal de Nuremberg n'ont pas renoncé au droit d'exercer leur juridiction pénale en ce qui concerne les crimes commis sur leur territoire. C'est pour les Etats un droit indiscutable et inaliénable, que l'Assemblée générale a confirmé dans sa résolution 3 (I).

20. Le projet de statut révisé s'écarte des principes de Nuremberg sur d'autres points encore. M. Sapojnikov cite à ce sujet l'article 27. Si pareille disposition avait été en vigueur au moment où le Tribunal de Nuremberg a été institué, il n'aurait pas été possible de juger les chefs nazis sans le consentement de l'Allemagne et, à supposer que l'Allemagne eût reconnu la compétence de la cour, il n'aurait pas été possible de juger les criminels pour des actes commis sur le territoire d'un Etat ne reconnaissant pas cette compétence.

21. En conclusion, le représentant de la RSS d'Ukraine déclare que le projet de statut révisé lui paraît inacceptable. Ce texte est contraire au principe de la non-intervention dans les affaires intérieures de l'Etat, contraire au principe de la souveraineté de l'Etat, contraire à la Charte des Nations Unies et aux principes de Nuremberg. Il est possible et nécessaire d'établir des cours internationales pour juger les crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité et les crimes de guerre; mais ces cours doivent être instituées pour examiner des cas précis. En outre, l'établissement des cours doit reposer sur le principe de l'égalité de droits des Etats parties à l'accord régissant, dans chaque cas, l'établissement de la cour.

22. M. HSU (Chine) rend hommage au travail accompli par le Comité spécial, dont le rapport peut servir de base à une discussion fructueuse, mais il partage les vues de ceux qui estiment qu'il convient de renvoyer l'examen de la question à une session ultérieure, en raison notamment de l'absence d'un code des crimes.

23. De plus, s'il est des crimes de droit international qui n'ont pas de caractère politique et dont une cour criminelle internationale pourrait être saisie dès sa création — il s'agit, par exemple, de crimes tels que la piraterie, le trafic des femmes et des enfants, le faux monnayage, etc., ou, d'autre part, d'actes d'agression indirecte ou de génocide commis par des particuliers sans l'appui de gouvernements — ces crimes n'attendent pas la création d'une cour internationale pour faire l'objet d'une répression efficace.

24. Une autre raison encore milite en faveur de l'ajournement de la question: le rapport du Comité spécial a nettement subi l'influence d'une atmosphère internationale troublée.

25. Le représentant de la Chine demande pourquoi le Comité de 1953, envisageant le mode de création de la cour, et après avoir écarté la création par voie d'amendement de la Charte en raison de la nature de la majorité requise à cette fin, après avoir écarté également

une proposition des Etats-Unis d'Amérique (A/2645, par. 43 et suiv.), a recommandé la création par voie de convention multilatérale. Cette recommandation équivaut à conseiller à l'Assemblée générale de se désintéresser de la question et de renoncer à un des aspects importants de sa mission fondamentale. En outre, il est à peu près certain que la cour criminelle internationale, si elle était créée, ne survivrait pas au fait d'avoir été privée, dès avant sa naissance, de la tutelle de l'Assemblée générale.

26. Le Comité de 1953 a eu raison de se refuser à envisager la création de la cour sur la base de l'Article 22 de la Charte, qui vise les organes subsidiaires de l'Assemblée générale. Il a eu raison aussi de supprimer l'article 28 du projet élaboré en 1951 (A/2136, annexe I). Pourquoi, dans ces conditions, le Comité a-t-il adopté la variante B, 2 de l'article 29 du projet actuel, qui procède de la même philosophie que les deux idées écartées, et qui aurait pour conséquence de subordonner l'administration de la justice à des considérations d'opportunité? Même si le Comité spécial a voulu laisser à l'Assemblée générale le soin de rejeter cette disposition, il faut en conclure que l'atmosphère internationale a influencé ses travaux, ce qui, avec d'autres motifs, justifie l'ajournement de la question.

### **Organisation des travaux de la Commission et ordre de priorité des points de l'ordre du jour**

27. Le PRESIDENT attire l'attention des membres de la Commission sur le fait que le Président de l'Assemblée générale a demandé à toutes les commissions de prendre des mesures pour que soit respectée la date prévue pour la clôture de la session, c'est-à-dire le 10 décembre. Si la Sixième Commission est fort avancée dans ses travaux, d'autres commissions le sont moins; pour permettre à celles-ci de multiplier leurs séances dans les derniers jours, il convient que la Sixième Commission s'efforce d'épuiser son ordre du jour dans les plus brefs délais possible, notamment en utilisant au maximum le temps réservé à chaque séance.

28. Sur une suggestion de M. COLLIARD (France), M. PEREZ PEROSO (Venezuela) annonce qu'il déposera au début de la prochaine séance un projet de résolution tendant à renvoyer à une session ultérieure de l'Assemblée générale la question de la création d'une juridiction criminelle internationale.

29. M. COLLIARD (France), répondant à une question du PRESIDENT, déclare que, si cette mesure permet d'activer les travaux de la Commission, il ne voit pas d'objection à ce que la question de la modification au règlement intérieur de l'Assemblée générale [point 60], question dont la délégation française a demandé l'inscription, soit reportée à la fin de l'ordre du jour, les points 6 et 7 actuels de l'ordre du jour de la Commission [points 64 et 65] devenant ainsi les points 5 et 6.

*Il en est ainsi décidé.*

30. Le PRESIDENT propose de déclarer close, à la séance du 25 novembre et au plus tard à midi, la liste des orateurs qui prendront la parole dans la discussion générale sur la question de la création d'une juridiction criminelle internationale.

*Il en est ainsi décidé.*

La séance est levée à 17 heures.

